

La tendance à long terme a été d'accroître et d'améliorer la participation des ONG à l'élaboration des politiques d'intérêt public dans le contexte d'un environnement public et gouvernemental de plus en plus favorable. Nous ne voulons pas ainsi nier l'importance des défis actuels mais plutôt laisser entendre qu'il est possible de relever chacun de ceux-ci tour à tour.

Le fait est que, pour favoriser un développement humain durable en cette époque d'inégalité croissante et de conflit à l'échelle mondiale, ainsi que de dégradation systémique de la biosphère, il faudra élaborer et mettre en oeuvre des politiques nouvelles basées sur l'innovation sociale et l'expérience pratique. Par leurs acquis diversifiés et souvent expérimentaux à un microniveau, les ONG peuvent faire une contribution importante à condition qu'elle soit systématisée et communiquée de manière à influencer le processus d'élaboration des politiques d'intérêt public.